

SAHEL

BILAN CONTRASTÉ POUR BARKHANE

LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES A PROCÉDÉ À UNE AUDITION SUR LE SAHEL, DANS LE BUT DE FAIRE UN BILAN DE L'OPÉRATION BARKHANE APRÈS PLUS DE 7 ANS D'OPÉRATION.

Opération commencée en janvier 2013 à travers l'intervention Serval, l'opération Barkhane perdure et certains s'interrogent sur les résultats d'un tel engagement. Dispositif coûteux financièrement et humainement pour la France, les résultats apparaissent contrastés au regard de l'évolution des groupes terroristes dans la région et de la place de l'Etat. La commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat a souhaité qu'on lui dresse un diagnostic de cette opération, afin d'en comprendre les enjeux actuels et à venir. Auditionnés par Christian Cambon, président de la commission, le colonel Michel Goya et les chercheurs Mathieu Pellerin et Yvan Guichaoua se sont prêtés au jeu.

LES COÛTS.

Alors que les façons d'appréhender le sujet Barkhane sont multiples, le colonel Michel Goya a tenu à rappeler le contexte de cette opération, qui met la France face à plusieurs défis. Tout d'abord celui des pertes humaines : 45 soldats français ont perdu la vie au Sahel depuis 2013. Mais également



Un A400M déployé sur Barkhane.

MINISTÈRE DES ARMÉES

un défi diplomatique, au regard de l'histoire. La France entretient depuis la décolonisation des liens étroits avec l'Afrique. Cette relation, c'est notamment ce qui la pousse à intervenir et à positionner ce continent parmi ses zones d'intérêt. Mais cette histoire la contraint également à prendre des pincettes lorsqu'elle intervient en Afrique, face à la crainte des accusations de néocolonialisme. Des critiques qui, si elles ne viennent pas des gouvernements locaux, sont notamment émises par la population. Un sentiment antifrançais, et plus largement anti-interventionniste, se fait récurrent.

Afin de répondre à une demande du président malien,

l'opération Serval a été déclenchée par le président François Hollande dès janvier 2013. Une intervention réussie militairement : les objectifs étaient clairs et limités, les moyens adaptés et l'opération séquentielle, a ainsi décrit le colonel Michel Goya au cours de son audition. Un bilan qu'il vient alors opposer à l'opération Barkhane et à la règle dite des trois ans, selon laquelle, si l'on estime que les problèmes ne seront pas résolus en trois années d'intervention, il est nécessaire de s'organiser pour conduire une guerre « de longue durée, à basse visibilité et à bas coûts ». Ce que n'a pas fait la France. Le colonel Michel Goya qualifie dès lors l'opération Barkhane d'opération

cumulative, ne permettant pas de visualiser une progression géographique. La France conduit davantage des opérations isolées, ce qui viendrait « créer un flou » quant à sa progression.

DURER.

Par ailleurs, outre la stratégie militaire française, le colonel Michel Goya rappelle la limite existante à la coopération de la France avec les forces locales. Une collaboration donc modérée faisant de Barkhane « la force la plus puissante de la région » mais aux moyens limités. Nous ne sommes pas capables d'assurer une présence permanente en attendant l'émergence d'une administration locale, met ainsi



Des soldats de l'opération Barkhane.

MINISTÈRE DES ARMÉES

notamment de l'intervention russe en Syrie, l'ancien colonel suggère une association plus forte des forces locales ou un recours à des armées privées, des « mercenaires ».

POLITIQUE.

Outre l'action militaire, les Etats doivent également revoir leur rôle afin d'assurer leurs missions. Comme le rappelle le chercheur Mathieu Pellerin, l'engagement des combattants djihadistes est avant tout dû à des raisons sociales. Ces hommes décident ainsi de prendre les armes et de se mobiliser « face à une situation considérée comme injuste ». Un effort majeur doit alors être fait concernant notamment l'accès aux ressources. Mais pas seulement. Les projets d'aide au développement sont nombreux à voir le jour alors que la problématique sociétale majeure actuellement reste le déplacement des populations. On constate ainsi une « explosion du nombre de déplacés internes, notamment

au Burkina Faso où toutes les zones rurales sont touchées », met en avant Yvan Guichaoua, chercheur à l'université du Kent. Le chercheur Mathieu Pellerin les estime quant à lui à 800 000. Des mouvements qui s'expliquent par une volonté d'échapper aux violences des groupes terroristes, mais également des armées locales, complète-t-il. Il faut dès lors « focaliser les politiques de prévention sur du social et du politique, à la source de l'engagement », complète Mathieu Pellerin.

Il apparaît dès lors nécessaire de continuer à éduquer et former ces forces, un mandat notamment porté par l'opération européenne EUTM Mali. La paix, dans ce type de conflit, intervient lorsque l'Etat a rétabli une administration crédible, honnête, juste, soutenue par des forces de sécurité présentes et efficaces, explique le colonel Michel Goya. « La solution est donc forcément locale », ajoute-t-il.

■ Justine Boquet

en avant l'ancien colonel des troupes de marine. Barkhane aurait donc avant tout un but dissuasif envers les groupes terroristes en présence. Mais ces derniers ne doivent pas être sous-estimés, car, comme l'ont rappelé les trois hommes auditionnés par la Commission, ils disposent tous de capacités de régénération majeures. Dans l'état actuel des choses,

le colonel Michel Goya estime que l'opération Barkhane ne donnera pas de résultats tangibles. La France se retrouvera alors face à un dilemme : quitter la zone au risque de voir les groupes terroristes continuer à prospérer, ou bien revoir son dispositif, « reconfigurer notre action pour la rendre plus efficace et plus tenable sur la durée ». En s'inspirant

RAVITAILLEMENT

Une première pour l'A400M

L'A400M A FRANCHI UNE NOUVELLE ÉTAPE AU SAHEL ET A ÉTÉ MIS EN ŒUVRE AFIN D'ACHEMINER DU FRET AUX TROUPES FRANÇAISES.

Dans le cadre de l'opération Barkhane, l'armée de l'Air a réalisé des livraisons à partir de l'A400M. De quoi acheminer du fret aux troupes au sol, et plus particulièrement au groupement tactique désert Altor, et ainsi de capitaliser sur les capacités de largage de l'avion de transport. « Ainsi, le 1^{er} mars, un A400M a décollé de France pour procéder à une livraison par air avant de se poser sur la base aérienne de Niamey. Une seconde livraison a été réalisée le lendemain au départ du Niger, avant que l'A400M ne rentre directement vers la France », détaille l'état-

major des armées. Des manœuvres qui auront ainsi permis à l'armée de l'Air de livrer 40 tonnes de fret aux soldats de Barkhane, aussi bien des vivres que des munitions.

Les capacités de transport représentent un enjeu crucial pour les forces armées françaises. Outre les avions de transport se pose la question des hélicoptères de transport lourds. Actuellement, sur ce segment, ce sont les Chinook britanniques qui prennent part à l'opération Barkhane. Les trois hélicoptères britanniques ont permis d'assurer le transport de 8000 soldats sur l'année 2019.



ÉRIK THIAUR

Afin de combler ce manque, la France souhaite se doter en propre d'une capacité de transport par hélicoptère. « Nous poursuivons une réflexion sur le futur hélicoptère de transport lourd (HTL), en consultant nos alliés »,

déclarait ainsi le général Olivier Fabre, commandant de la brigade aérienne d'appui et de projection du commandement des forces aériennes dans nos colonnes, en octobre dernier.

■ JB